

ARCHIVES NATIONALES
SECTION DES MISSIONS
CENTRE DES ARCHIVES CONTEMPORAINES

REPERTOIRE

COTE CAC : 20080431

MINISTERE : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE
L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION : EAU

SOUS DIRECTION : Coordination et réglementation de l'eau

SOMMAIRE :

Art 1 : législation, 1968-1987

Art. 1 (suite)-10 : contentieux (classement par agence de bassin), 1972-1997

Art. 10 (suite) : enquête sur une source de surface en Seine-et-Marne, 1970-1973

Communicabilité : libre sauf contentieux (30 ans)

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 3 ml (10 dimabs)

COORDINATION ET REGLEMENTATION DE L'EAU

Législation, 1968-1987

20080431 Art. 1

1. Législation relative à la responsabilité civile à l'égard de l'environnement et aspects juridiques de la pollution transfrontalière : comptes-rendus de réunion interministérielle pour les questions de coopération économique européenne, 1975-1978
2. Mise en place des redevances relatives à la lutte contre les inondations, modalités d'intervention des agences : notes, 1968-1971
3. Mise en oeuvre des textes d'application de la loi du 16 décembre 1964 liés aux compétences administratives dans le domaine des eaux souterraines : rapport et compte-rendu de la réunion interministérielle d'octobre 1971, 1969-1972
4. Mise en oeuvre de la loi du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, renouvellement des comités de bassin, prescription des redevances : notes du ministère, 1970-1971
5. Mise en place de la répression des infractions en matière d'environnement, examen des propositions : notes préparatoires aux réunions de la commission interministérielle et relatives aux diverses polices des eaux, 1973-1979
6. "Introduction au droit interne d'une directive des communautés européennes", M. MEDA de l'Institut d'études politiques de Paris, 1987
7. Responsabilité du fait des produits défectueux, intégration en droit français de la directive du Conseil des communautés européennes du 25 juillet 1985, 1987

1968-1978

Contentieux (classement par agence de bassin), 1972-1997

20080431 Art. 1

Adour-Garonne

8. Requête présentée par la société des papeteries de Gascogne demandant l'annulation d'un jugement rejetant sa demande d'annulation de deux avis de versements relatifs aux redevances pour prélèvement d'eau et rejet de substances polluantes, 1972-1973

20080431 Art. 2

Adour-Garonne

9. Conflit entre la fédération française de Canoë-kayak et la microcentrale Marsan sur le Gave de Pau (Hautes-Pyrénées), 1980-1986
10. Requête introductive d'instance présentée par la « Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest » pour demander l'annulation d'un arrêté du préfet de la région Aquitaine autorisant un particulier à établir un dispositif de rejet dans la rivière "Le Ciron" à Lerm-et-Musset en Gironde, 1981-1982
11. Requête formée devant le tribunal administratif de Pau par un particulier contre la construction et le fonctionnement d'une centrale hydraulique à Mauléon-Barousse dans les Hautes-Pyrénées, 1982-1985
12. Requête d'un particulier contre l'Etat (ministère de l'environnement) demandant l'annulation d'un arrêté préfectoral établissant les périmètres de protection des sources de Saint-Médard en Gironde, 1984-1987
13. Requête des fédérations de pêche suite à une pollution du Lot provenant de l'usine de Viviez-en-Aveyron (Aveyron) appartenant à la société des mines et fonderies de la Vieille Montagne, 1986-1988
14. Requête présentée par l'association "Truite, ombre, saumon" pour demander l'annulation d'un jugement par lequel le tribunal administratif de Pau a rejeté sa demande dirigée contre un arrêté autorisant la société nationale des chemins de fer français à installer deux microcentrales à Beaucens et Préchac dans les Hautes-Pyrénées, 1991-1994

20080431 Art. 3

Adour-Garonne

15. Requête formée par un particulier demandant l'annulation d'un jugement lui interdisant l'aménagement d'une microcentrale sur le Tarn, 1993
16. Requête de la Direction départementale de l'agriculture à l'encontre de trois agriculteurs ayant asséché une zone humide ou des marais à Moëze en Charente-Maritime, 1996-1997

Artois-Picardie

17. Requête présentée par l'association de défense des marins pêcheurs de Grand-Fort-Philippe (Nord) demandant l'annulation d'une autorisation de rejet d'effluents par la société Tioxide qui produit de l'oxyde de titane à Calais, 1974-1981
18. Requête présentée par la Société "Duriez et fils" tendant à annuler les états exécutoires émis par l'agence de bassin Artois-Picardie pour le paiement des redevances au titre des années 1969, 1970, 1971 et 1972 , 1975-1980

Loire-Bretagne

19. Requête d'un agriculteur du Maine-et-Loire demandant que soient reconsidérées les sommes dues à l'agence de l'eau Loire-Bretagne pour ses prélèvements d'eau destinés à l'irrigation, 1981
20. Requête de l'association pour la sauvegarde du littoral des communes de Crach, Saint-Philibert et Locmariaquer dans le Morbihan demandant l'annulation d'un arrêté du commissaire de la république autorisant une expropriation pour un projet d'implantation d'une usine de traitement des eaux usées sur ces communes, 1982-1984
21. Requête présentée par un particulier tendant à ce que le tribunal annule un arrêté par lequel le commissaire de la république a déclaré d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de l'île d'Aix (Charente-Maritime) pour la réalisation d'un projet de collecte et de traitement des eaux usées, 1984-1987

20080431 Art. 4

Loire-Bretagne

22. Requête présentée par EDF demandant l'annulation d'un jugement par lequel le tribunal administratif de Montpellier a ordonné qu'il soit sursis à l'exécution d'un arrêté autorisant EDF à mettre en service une usine hydroélectrique à Puylaurent en Lozère, 1988-1991

20080431 Art. 5

Loire-Bretagne

23. Requête d'union des associations de protection de l'eau, de défense et de soutien aux agriculteurs, de sauvegarde de la nature et de particuliers demandant l'annulation d'un arrêté du préfet des Deux-Sèvres portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation du barrage de "La Touche Poupard" à Exireuil (Deux-sèvres), 1993-1994
24. Requête présentée par la section régionale de la conchyliculture « Ré-Centre Ouest » demandant l'annulation d'un arrêté par lequel le préfet de région autorise le Yacht Club international de Pornic à procéder au rejet de produits de dragage provenant du Port de la Noëveillard à Pornic en Loire-Atlantique, 1996
25. Requête présentée par l'association de protection du site de Luzan (île de Noirmoutier) demandant l'annulation d'un arrêté par lequel le préfet de Vendée accorde à la Chambre de Commerce et d'Industrie une autorisation temporaire du domaine public fluvial, 1996

Rhin-Meuse

26. Requêtes enregistrées au Tribunal administratif de Nancy et présentées par les communes de la région Lorraine à l'occasion du paiement des redevances dues à l'agence de bassin Rhin-Meuse, 1975-1976
27. Procès opposant les Mines de potasse d'Alsace à des groupements de maraîchers du Westland néerlandais suite à l'excès de salinité des eaux d'irrigation pendant les périodes d'été de 1974 à 1978 ayant entraîné une pollution du Rhin, 1976-1985

20080431 Art. 6

Rhin-Meuse

27. Procès opposant les Mines de potasse d'Alsace à des groupements de maraîchers du Westland néerlandais suite à l'excès de salinité des eaux d'irrigation pendant les périodes d'été de 1974 à 1978 ayant entraîné une pollution du Rhin, 1976-1985
28. Requête dirigée par la communauté urbaine de Saarbrücken, et les communes de Volkingen et de Gross-Rosselin (Allemagne) contre une décision du commissaire de la république autorisant des rejets d'eaux usées dans la Rosselle, 1980-1991
29. Requête présentée par la société "International Décor" à Celles-sur-Plaine (Vosges) qui, après constat de non respect du contrat, refuse de reverser à l'agence Rhin-Meuse l'aide financière dont elle a bénéficié pour la construction d'ouvrages d'épuration, 1983-1984
30. Requête présentée par l'association pour la protection de l'environnement de la gravière de Friesenheim (Alsace) et dirigée contre un arrêté du préfet de Bas-Rhin autorisant l'extension de l'exploitation de la gravière au profit de la SARL "Les gravières rhénanes", 1988-1994

Rhône-Méditerranée-Corse

31. Requête de l'agence financière de bassin Rhône-Méditerranée-Corse à l'encontre de la société anonyme des établissements Monot spécialisé dans la production pharmaceutique qui conteste le montant des sommes réclamé au titre de la redevance pour détérioration de la qualité de l'eau, 1974-1982
32. Requête présentée par la commune de Villiers-les-Pots (Côte-d'Or) contre le mandatement d'office des redevances dues à l'agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse, 1974-1975

20080431 Art. 7

Rhône-Méditerranée-Corse

33. Requête présentée par l'Association populaire familiale de Narbonne pour solliciter l'annulation d'une circulaire relative à l'application du prix du mètre cube d'eau en contrepartie des redevances dues aux agences financières de bassin au titre de la détérioration de la qualité de l'eau, 1976-1979
34. Requête présentée par la société de protection de la nature du Languedoc-Roussillon et par l'association des conchyliculteurs demandant l'annulation d'un jugement autorisant la commune de Narbonne à établir et exploiter une station de lagunage, 1981-1983
35. Requête des associations pour la protection du lac de Sainte-Croix et pour la protection des oiseaux et de la nature demandant que soit reconnue la responsabilité de l'Etat pour la pollution du Verdon et des lacs qui en dépendent, 1986-1987
36. Requête introductive d'instance présentée par un particulier et tendant à obtenir réparation des dommages subis du fait d'une pollution accidentelle par hydrocarbures de l'étang de Biguglia en Haute-Corse, 1986-1989
37. Requête présentée par le Centre d'études, de recherches et d'application des systèmes et techniques écologiquement satisfaisants (CERASTES) demandant l'annulation d'un arrêté préfectoral et celle de la convention de transfert de gestion du domaine public maritime sollicitées par le syndicat intercommunal de la région toulonnaise (Var), 1991-1993

20080431 Art. 8

Rhône-Méditerranée-Corse

38. Requête présentée par l'association "Menton Héritage, Présent et Futur" demandant l'annulation d'un jugement accordant à la commune de Menton (Alpes-Maritimes) une concession d'endigage, 1993-1994

Seine-Normandie

39. Requête de la société SCOPE 2 à l'encontre de l'agence financière de bassin "Seine-Normandie" suite à un désaccord après la signature d'un contrat pour la production d'un audio-visuel sur le thème de l'eau, 1981-1982
40. Requête présentée par la société Rhône-Poulenc Industries demandant l'annulation d'un jugement ordonnant le sursis à exécution d'un arrêté l'autorisant à déverser en mer des

déchets industriels provenant de son usine, 1975-1977

41. Requêtes présentées par la Régie autonome des transports parisiens (RATP) aux fins d'annulation de deux ordres de versement dus à l'agence financière de bassin Seine-Normandie pour le prélèvement d'eaux souterraines, 1975-1980

42. Requête présentée par le syndicat des marins pêcheurs du Havre demandant l'annulation d'une décision autorisant la compagnie française de l'Azote à effectuer des déversements en mer de phosphogypse résiduaire provenant de son usine du Havre (Seine-Maritime), 1976-1979

20080431 Art. 9

Seine-Normandie

43. Requête du syndicat des marins pêcheurs du Havre et de la baie de Seine à l'encontre de la société COFAZ et de l'usine Rhône-Poulenc contre leurs rejets de phosphogypse en baie de Seine (Seine-Maritime), 1976-1984.

Etude de la pollution de la Seine, Service de la navigation de la Seine, 1983

20080431 Art. 10

Seine-Normandie

44. Requête présentée par le comité interprofessionnel de la conchyliculture tendant à ce que le tribunal condamne l'Etat à lui payer une indemnité suite à la pollution de la baie de Veys dans le département de la Manche, 1974-1980

45. Requête de la chambre d'agriculture de l'Ile de France et la fédération des syndicats d'exploitants de l'Ile-de-France contre un décret relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, 1993

Enquête sur une source de surface en Seine-et-Marne, 1970-1973

20080431 Art. 10

46 . Enquête sur l'Alimentation en eau potable de la région parisienne.

Champ captant de Montereau-Fault-Yonne (Seine-et-Marne), protection d'un gîte aquifère et acquisition de terrains : éléments de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, 1970-1973

* * *